

L'Obs (site web)

Coronavirus "Covid-19", mercredi 8 avril 2020 -

Trois scénarios de sortie de crise du Covid, du plus optimiste au plus noir

Après plus de trois semaines de confinement, les Français se demandent quand le cauchemar du Covid-19 va se terminer. « L'Obs » a interrogé des experts pour tenter d'établir trois hypothèses de sortie de crise, en fonction de la manière dont on maîtrise la pandémie.

Sans vouloir commander l'Académie royale de Stockholm, le prix Nobel de médecine pourrait être décerné à l'équipe scientifique qui aura permis de vaincre le coronavirus. Mais cette légitime consécration mondiale interviendra-t-elle en octobre 2020... ou seulement en octobre 2021 ? La question, pas si futile, résume les scénarios de sortie de la crise sanitaire examinés par tous les décideurs de la planète et attendus par les quelque 3 milliards d'humains confinés dans l'espoir d'une délivrance. « L'épidémie de coronavirus menace l'humanité entière, a alerté le secrétaire général de l'ONU António Guterres. L'ensemble de l'humanité doit riposter. Une action et une solidarité mondiales sont cruciales. » Abordant cet indispensable exercice, les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 se sont montrés catégoriques. « Nous vaincrons le coronavirus », ont-ils juré. Oui, mais quand ? « Le niveau d'incertitude devrait rester élevé du fait que les cas continuent d'augmenter et qu'on ne sait toujours pas quand la crise prendra fin », répond l'équipe scientifique du FMI qui calcule depuis plus de trente ans l'indicateur d'incertitude pandémique (World Pandemic Uncertainty Index, WPU) pour 143 pays. Paroles d'experts. Au bilan humain - plus de 70 000 morts recensés dans le monde le 7 avril - s'ajoute désormais la récession. Consécutive à une interruption volontaire de l'activité, elle est déjà équivalente par les dégâts qu'elle cause à la crise des subprimes en 2008. Christophe Barraud, chef économiste de Market Securities, considéré par Bloomberg comme le « meilleur prévisionniste au monde », reconnaît : « Tout va très vite. Si vous m'appelez la semaine prochaine, il y a une forte probabilité pour que tout ce que je vous dis aujourd'hui ait déjà changé, et pas dans le bon sens. » Pour affronter ce paradoxe entre l'incertitude des temps - mais sont-ils jamais certains ? - et la certitude de venir à bout du virus par un traitement, un vaccin et/ou l'acquisition d'une immunité collective, l'intelligence humaine en est réduite à formuler des hypothèses et à les vérifier par l'expérience. C'est ainsi qu'elle a toujours progressé. Quelles sont aujourd'hui les éventualités les plus probables ? La rédaction de « l'Obs » a fait le point avec des experts sanitaires, économiques, politiques et géopolitiques. Voici donc nos trois scénarios d'une sortie de crise qu'on peut encore espérer prompte, d'ici à juillet 2020. Mais elle pourrait aussi être différée à l'automne, voire au début de 2021. A moins que ce drame sanitaire ne se transforme en une « pandémie économique » dont les répercussions dureraient plusieurs années... Scénario n° 1 : le sursaut 15 000 décès en France PIB 2020 : - 4 % « Une lueur au bout du tunnel » : dans ce scénario plutôt optimiste, l'espoir formulé dès le 3 avril, au cours de son point presse, par Christophe Lannelongue, le directeur général de l'Agence régionale de Santé du Grand-Est, se concrétise. Le confinement fonctionne ! Après huit interminables semaines de cauchemar, cette région, la première sévèrement ravagée par le coronavirus suite à la « bombe épidémique » du rassemblement évangélique de Mulhouse, sort enfin de l'horreur. De ce fait, dès la mi-avril, le transfert de malades en détresse respiratoire vers l'Allemagne et vers l'ouest de la France pourrait cesser.

A Mulhouse, Colmar, Strasbourg et Nancy, le pic de l'épidémie devrait être atteint dès la deuxième ou la troisième semaine d'avril. Et, comme un effet domino inversé, grâce à une distanciation sociale bien respectée, l'Ile-de-France puis tous les autres territoires bénéficieront à leur tour de l'embellie. Le coronavirus, hélas, sera toujours présent en France. Mais le gouvernement entend suivre la stratégie du déconfinement par étapes, énoncée début avril par Edouard Philippe. La libération progressive des personnes qui ne sont pas à risque pourrait donc commencer, dès le 25 avril, par « les régions les plus contaminées [donc les plus immunisées, NDLR] comme le Grand-Est, puis l'Ile-de-France », ainsi que l'avait envisagé François Blanchecotte, président du syndicat national des biologistes. L'opération de déconfinement s'achèverait alors fin mai. Dans le cas le plus favorable, envisagé par certains spécialistes, le pourcentage de la population immunisée nécessaire pour que cesse l'épidémie serait moins élevé que prévu : de 40 % à 50 %, au lieu de 60 % en moyenne pour les maladies infectieuses. Autres facteurs indispensables à un succès précoce : grâce à une politique d'achat massive et la réactivité des entreprises productrices, des tests biologiques (prélèvement par écouvillon, pour détecter qui est malade) et sérologiques (à partir d'une goutte de sang, pour savoir qui est immunisé) seraient - enfin - disponibles en masse. Après des débuts alarmants, le pays parviendrait aussi à venir à bout de l'angoissante pénurie de masques, qui a marqué le début de l'épidémie. Dans chaque région, les préfets pourraient alors appliquer une procédure très stricte. Là où c'est possible, les élèves retourneraient à l'école, par exemple du 10 mai au 4 juillet. Les moins de 65 ans immunisés seraient autorisés à travailler et à circuler normalement. C'est aussi le cas de ceux qui ne présenteraient pas de signes de maladie. Mais ceux-là devraient sortir masqués, au cas où ils seraient porteurs sains (asymptomatiques). Partout, des centres de tests éphémères pourraient être mis en place dans les lieux de grand passage : gares, centres commerciaux, aéroports... Cela permettrait de repérer les nouvelles personnes infectées pour les mettre rapidement en confinement, possiblement dans les hôtels désertés par les touristes, réquisitionnés à cet effet, comme cela a été fait pour les Français rapatriés de Wuhan. Ce serait un bon moyen d'éviter qu'ils ne contaminent leurs proches. Comme l'explique Marius Gilbert, chercheur au laboratoire d'épidémiologie spatiale de l'Université libre de Bruxelles : « Quand la courbe des transmissions baisse et que, dans le même temps, la capacité de diagnostic augmente, on peut passer à un isolement ciblé des malades. » Les seniors et les profils à risque seraient dans ce cas les derniers à pouvoir se promener sans entraves. SEAN GALLUP / Getty Images/AFP A Berlin, le 27 mars, des soignants bénévoles font une prise de sang à une personne présentant des symptômes du Covid-19. Par ailleurs, comme évoqué par le Premier ministre, un système de pistage électronique pourrait être mis en place sur la base du volontariat. La Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) a déjà dit qu'elle y consentirait, pourvu qu'elle obtienne des garanties sur l'usage des données et l'extinction du dispositif. Si les personnels soignants, si admirés, demandent aux Français d'accepter ce geste, s'y soustraire sera très mal vu... De ce fait, il y a des chances qu'environ 60 % des propriétaires de smartphone téléchargent l'application de tracking. Ce qui permettrait de prendre immédiatement en charge toutes les personnes qui ont été en contact avec des malades. L'hypothèse optimiste suppose aussi la mise au point d'une gamme de traitements efficaces contre le redoutable virus. Ce qui n'est pas hors de portée avec l'essai clinique Discovery, coordonné par l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (Inserm). Et si la fameuse chloroquine préconisée par le Dr Raoult s'avère efficace, ce que personne n'exclut, cela permettra aussi d'enrayer la pandémie sur le continent africain. Une des conditions pour que le virus ne nous revienne pas comme un boomerang des pays du Sud. Dans le meilleur des cas, la France serait parée pour l'arrivée d'une éventuelle deuxième vague. Car, compte tenu des précautions prises, une nouvelle attaque du Covid-19 ne serait alors plus susceptible d'engorger notre système hospitalier. D'ailleurs, compte tenu de l'argent et de l'énergie mondiale déployés, la recherche sur un

vaccin efficace pourrait aboutir dès la fin de l'année. Certes, même ainsi maîtrisée, la tragédie laissera des traces : des milliers de familles seront marquées par des deuils d'autant plus douloureux qu'ils n'ont pas pu être accompagnés. Et la période de réclusion aura accentué les inégalités sociales et scolaires. Mais dans ce scénario « rose », entre le nombre de vies épargnées par la baisse de la pollution et le moindre nombre de cas de grippe grâce aux gestes barrières, avec 610 000 décès, dont 15 000 dus au Covid-19, la France n'enregistrera pas de surmortalité en 2020. Dans un discours solennel, le président Macron, sourire aux lèvres, pourrait alors lever l'état d'urgence sanitaire dès la deuxième ou la troisième semaine de mai. Il annoncerait la tenue du deuxième tour des élections municipales le 21 juin, comme l'avait laissé entendre la porte-parole Sibeth N'Diaye. Dès lors, la confiance reviendrait pour de bon : après leur longue réclusion forcée, les Français se montreraient avides de sortir, de consommer. Pour favoriser une reprise en V, les magasins resteraient ouverts tous les dimanches, et la période des soldes serait étendue, comme l'avait demandé la profession. « Le choc n'a pas de racines économiques profondes », estime William de Vijlder, économiste chez BNP Paribas. L'économie nationale pourrait alors sortir rapidement de ses trois mois de « coronacoma », selon la formule de l'économiste Paul Krugman. Evidemment, « il n'y a pas de bouton on/off qu'il suffirait d'activer pour revenir à la situation d'avant le virus », explique Bruno Cavalier, économiste en chef chez Oddo BHF. L'année 2020 serait tout de même marquée par une récession mondiale, avec un PIB en recul de 3 % à 5 % en France. Mais sur un plus long terme, Gilbert Cette, professeur d'économie associé à l'université d'Aix-Marseille, reste « définitivement optimiste ». Parce que, évitant de répéter les erreurs de la crise de 2008, le gouvernement aura su préserver l'outil productif. Gilbert Cette l'affirme : « Toutes les conditions sont réunies pour créer un véritable rebond économique en France. Globalement, il n'y aura pas eu de destruction d'entreprises, qui bénéficient des prêts garantis par l'Etat. Et il n'y aura pas de drame humain, grâce au chômage partiel. » Les économies faites par l'absence de départs en vacances seraient disponibles pour être dépensées. La chute des prix du pétrole redonnerait du pouvoir d'achat aux ménages et aux entreprises. Et les sociétés de services qui auront éprouvé le télétravail le mettraient en place de manière étendue, ce qui pourrait permettre des gains de productivité. Pour Patrick Artus, directeur de la recherche chez Natixis, ce qui permet d'éviter la catastrophe est que l'Europe se montre à la hauteur : « Premièrement, en mettant ses règles budgétaires strictes entre parenthèses. Deuxièmement, en mobilisant 600 milliards d'euros d'aides. Troisièmement, en obligeant les Etats à respecter la libre circulation des camions, alors que certains voulaient fermer leurs frontières. » Si toutes ces hypothèses sont vérifiées, il se peut que l'attelage gouvernemental français sorte conforté de cette séquence éprouvante. Et ne soit pas trop égratigné par les procès en retard à l'allumage et en pénurie de matériels médicaux. Après tout, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et bon nombre de médecins eux-mêmes ont cru trop longtemps que cette épidémie - à l'instar du Sras en 2003 - n'allait pas sortir de Chine. Comparée à ses voisins, la France n'a pas tardé à réagir, confinant le pays une dizaine de jours après le dixième décès. L'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne ont des bilans beaucoup plus dramatiques. S'il avait cette chance de sortie de crise rapprochée, l'exécutif pourrait mettre à profit la trêve estivale pour peaufiner les annonces de sa rentrée politique. Les promesses d'Emmanuel Macron sur un nouveau plan hôpital digne de ce nom, la restauration d'une certaine souveraineté industrielle - notamment en matière de santé publique - et la revalorisation de petits métiers qui ont prouvé leur caractère vital lors de cette crise ne peuvent rester lettre morte. Fabio Bucciarelli/The New York Times-REDUX-REA / Fabio Bucciarelli/NYT-REDUX-REA Le 24 mars, à Ponte San Pietro, en Lombardie, épïcêtre de l'épidémie en Italie, des gendarmes et des soignants acheminent les cercueils de victimes du coronavirus dans un entrepôt avant la crémation. Scénario n° 2 : la crise rampante 30 000 décès en France PIB 2020 : - 8 % L'étrange été des maillots de bain et des masques

hygiéniques s'achève. La France a été déconfinée en mai, mais malgré les précautions la crise sanitaire se poursuit. Le 20 août 2020, la nouvelle consigne du gouvernement tombe comme un couperet : pour les quatre semaines à venir, jusqu'au 21 septembre 2020, les personnes fragiles ou positives au test du Covid-19 devront rester à leur domicile. Seuls les Français titulaires d'un certificat médical attestant de leur négativité au virus pourront circuler. Drôle de rentrée sous surveillance policière ! Après le confinement, le retour du confinement ? Ce scénario probable est déjà sur l'écran des experts. Selon le rapport de Neil Ferguson, incontournable épidémiologiste de l'Imperial College, à Londres, les politiques de confinement « peuvent mener à une réduction du nombre de patients en réanimation approximativement trois semaines après leur mise en place. Mais une fois que ces mesures contraignantes sont levées, le nombre d'infections recommencera à croître, ce qui mènera à un pic épidémique plus tard dans l'année ». D'où la nécessité pour les autorités de pratiquer un stop and go de mesures confinantes pour endiguer chaque réplique de la pandémie jusqu'au premier trimestre de 2021 censé apporter une solution vaccinale et/ou un état d'immunité collective. En France, la probabilité d'une sortie difficile de confinement est renforcée par le manque chronique de masques et de tests indispensables. « A l'heure actuelle, pratiquer des tests sérologiques sur toute la population n'est pas possible », regrette Marius Gilbert, de l'Université libre de Bruxelles. Constat partagé par François Blanchecotte, du syndicat national des biologistes : « Des entreprises françaises annoncent fabriquer un, deux millions de tests sérologiques. Mais nous sommes 67 millions... » Premières conséquences d'une épidémie rampante marquée par un « retour de flamme » ? Un alourdissement du bilan humain et un « impact physique et psychologique du confinement sur la population nationale, qui connaît par exemple des épisodes plus ou moins importants de stress post-traumatique, de dépression », estime la revue « Futuribles » dans son étude pionnière « Crise du Covid-19 : esquisse de scénarios à l'horizon 2021-2022 ». Sans oublier « les effets de la surcharge sur le personnel soignant lui-même, aussi confronté au burn-out, au stress post-traumatique et au risque élevé de tomber malade du Covid-19 ». Sur le plan politique, ce scénario légitime la prorogation de l'état d'urgence. En France, il ne peut être étendu au-delà du 23 mai que par un vote du Parlement. Pour l'heure, la question est jugée prématurée par Matignon où l'on assure que « le jus de cerveau est trop consacré à la crise aiguë des hôpitaux pour qu'on puisse anticiper cela ». Mais la France a informé la Commission européenne qu'elle prolongeait ses contrôles aux frontières jusqu'au 30 octobre, en raison du risque terroriste et aussi cette fois de la pandémie... MICHAL CIZEK / AFP Le 1er avril, à Prague, un agent municipal désinfecte les hublots des ateliers le long des quais de la rivière Vltava. Evoqué par Edouard Philippe dès le 2 avril, le report des élections municipales pour les 5 000 communes dont les conseils municipaux n'ont pas été pourvus lors du premier tour du 15 mars, est déjà à l'étude. L'organisation du nouveau scrutin est envisagée en octobre. Une décision qui s'annonce controversée : déchaînement prévisible des polémiques et multiplication des recours après l'annulation des résultats du 15 mars ! La députée LREM Aurore Bergé note : « Plus un Français n'aura encore en tête les résultats du premier tour. Et le Conseil d'Etat a été très clair : les deux tours doivent se faire en un bloc. » Mais quelles seraient les conséquences pour le pouvoir ? Et comment se déroulerait une nouvelle campagne menée par des « perdants du printemps » comme Agnès Buzyn à Paris ou Gérard Collomb à Lyon ? Pour mettre à l'épreuve la majorité, certains au MoDem, au PS ou à l'UDI préconisent carrément de coupler le scrutin municipal aux élections départementales et régionales de mars 2021. Cette perspective inquiète l'Elysée. La claque électorale pourrait s'avérer cuisante dans un climat social aggravé par la récession... ANNE-CHRISTINE POUJOLAT / AFP Le 31 mars, les habitants de la cité Maison-Blanche, à Marseille, l'une des plus insalubres de France, attendent une distribution de nourriture organisée par un collectif. Sans visibilité sur l'issue de la crise sanitaire, le redémarrage économique serait lui aussi compromis. Bruno Cavalier,

d'Oddo BHF, prévient : « Tant que les populations ne sont pas rassurées, il est illusoire d'espérer qu'elles produisent, dépensent ou voyagent comme si de rien n'était. » « Le coût économique s'annonce exorbitant. Nous avons évalué l'impact de chaque mois de confinement à 2,6 points de PIB annuel, l'équivalent de 60 milliards d'euros par mois. C'est énorme ! », prévient Matthieu Plane, économiste à l'OFCE qui pronostique une reprise en U plutôt qu'en V. La sortie de crise sera séquencée au rythme des décisions sanitaires, et on peut parier que le tourisme et l'hôtellerie seront les derniers à pouvoir retrouver une activité normale. Le financement du chômage partiel par l'Etat suffira-t-il ? Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management, analyse : « Si le confinement dure plus longtemps que quelques semaines, le risque est une hausse du chômage en dépit des mesures prises. » Déjà, le débat s'engage autour du ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Deux camps s'affrontent. Bercy, la Banque de France et l'Insee considèrent qu'on fait déjà beaucoup pour l'économie, tandis que certains, comme le keynésien Xavier Ragot, le président de l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE), pensent qu'il faut se préparer au pire et mettre un deuxième plan dans les tuyaux. A moins que l'ajustement ne se fasse au détriment des salariés : « L'Etat est sous pression et doit décider d'accroître les aides ou de préserver un minimum d'équilibre financier, écrit la revue « Futuribles » dans son étude. Le choc est donc largement reporté sur les ménages, avec une hausse du chômage, et une politique globale d'austérité mise en place dès l'automne 2020 en prévision du budget 2021. » Tout allongement de la crise renforce la nécessité d'une coordination européenne. La pression pour une mutualisation des dettes accumulées par les Etats sous forme de « coronabonds » ne pourra que s'accroître. L'opposition de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Finlande, qui font déjà bloc contre le système de solidarité financière, pourrait créer d'insupportables tensions. L'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors, dans un rare message écrit, a prophétisé : « Le climat qui semble régner entre les chefs d'Etat et de gouvernement et le manque de solidarité européenne font courir un danger mortel à l'Union européenne. » « Dans un scénario où l'on craint le retour du Covid-19, la tendance sera à la fermeture des pays sur eux-mêmes », précise François Heisbourg, expert en géopolitique. Comment l'UE pourra, dans ces conditions, gérer correctement le déconfinement ? Il faudra sans doute un document médical homologué par les Vingt-Sept concernant la sérologie des citoyens. Sur le plan économique, l'Europe connaîtra probablement une chute sévère de son PIB. Il faudra donc, comme du temps de Roosevelt dans les années 1930 aux Etats-Unis, mettre en place une économie communautaire dirigée. Avec sa culture technocratique, la Commission saurait bien faire cela, pour peu que les gouvernements, abandonnant les dogmes passés, le lui ordonnent. De la politique-fiction ? Scénario n° 3 : le cauchemar 100 000 décès en France PIB 2020 : - 15 % Vous vous souvenez de Nouriel Roubini ? Cet économiste, professeur à l'université de New York, s'était fait connaître du monde entier lors de la crise financière des subprimes en 2008 : il était quasiment le seul à l'avoir prédite, deux ans auparavant. Il est vrai qu'il est du genre Cassandre, au point d'être surnommé « Dr Doom » (« Dr Damnation »). Aujourd'hui, il nous promet du sang, des larmes et des sueurs froides. Les premières lignes de son article « Une super grande dépression ? » publié le 24 mars sur le site Project Syndicate sont empreintes de sa gaieté habituelle : « La crise économique mondiale provoquée par le coronavirus est plus rapide et plus sévère que la crise financière mondiale de 2008 et fait plus de ravages que la Grande Dépression. » La suite est à l'avenant. A le lire, tous les éléments d'un effondrement durable sont là : une pandémie qui va continuer à s'étendre, des outils de politique économique trop faibles pour contrer la récession, et une situation géopolitique extrêmement tendue. Les deux semaines qui viennent de passer vont plutôt dans son sens. Krach monstrueux sur les marchés boursiers (- 35 %), explosion du nombre de chômeurs aux Etats-Unis (+ 10 millions), panique croissante dans les hôpitaux européens et américains, menace

de rechute sanitaire en Chine... On a connu des temps plus cléments. Au début de la crise, en février, les économistes étaient plutôt confiants. Il s'agissait d'un choc temporaire sur l'offre, expliquaient-ils, mais l'appareil de production, pour peu que les Etats l'aident à passer l'obstacle, resterait intact. Un conte proche de « la Belle au bois dormant » : tout le monde hiberne puis se réveille au bout d'un mois, et chacun reprend sa vie là où elle s'est arrêtée. Le problème, dans ce raisonnement, c'est le mot « temporaire ». Car il est très possible que le coronavirus ne disparaisse pas ce printemps, et qu'il rôde pour de longs mois encore, ressurgissant comme un diable, par intermittence. Si la Chine était à nouveau touchée, et cachait encore une fois la réalité de son épidémie, une terrible deuxième vague pourrait déferler sur l'Europe, à l'automne ou cet hiver, heurtant de plein fouet des pays déjà affaiblis par la première. D'autres scénarios catastrophes peuvent être imaginés, comme celui d'un « déconfinement désorganisé » qu'évoque François Blanchecotte, du syndicat national des biologistes : « Chacun se procurerait les tests sérologiques de manière anarchique. Il y aurait alors un rebond, des vagues successives de contamination par quartier, par famille... L'épidémie s'étalerait sur des mois et des mois. » Sachant que chaque mois de confinement coûte 3 points de PIB à l'économie, le calcul est vite fait. Greg Lovett/ZUMA Press/ZUMA/REA / Greg Lovett/ZUMA Press/ZUMA/REA Le 1er avril, à West Palm Beach en Floride, des Américains attendent de passer un test de dépistage au Covid-19 gratuit dans un drive médical récemment installé. Par ailleurs, il n'est pas du tout évident qu'un vaccin soit trouvé de sitôt. N'a-t-il pas fallu vingt ans pour trouver ceux contre la dengue ou Ebola ? Dix ans pour celui contre le chikungunya ? Sans parler de celui contre le sida : quarante ans après, on l'attend toujours. Entre-temps, le Covid-19 peut muter, devenir plus agressif... Il en est de même des traitements : la communauté scientifique a consacré plus de deux décennies pour élaborer ceux qui permettent de guérir massivement de l'hépatite C, et le sida n'a connu, à ce jour, que deux seules « vraies » guérisons. Faute de trouver un vaccin dans les deux prochaines années, suggère le géopolitologue François Heisbourg, « nous serons dans un univers totalement inconnu, qui ressemblera peut-être, plus ou moins, au XIVe siècle » : « Ce sera comme la peste, qui a sévi jusqu'au XVIIIe siècle. L'être humain s'en accommodera. La peste n'a pas empêché la Renaissance, elle l'a peut-être même favorisée. » Quand bien même la situation sanitaire ne virerait pas au cauchemar, un autre grand danger guette : que la crise économique créée par la pandémie vive désormais sa propre vie, indépendamment de la lutte contre le virus. Et que, d'une simple panne, elle se mue en chaos systémique, avec des effets cumulatifs dévastateurs. C'est aux Etats-Unis que la situation est la plus fragile. La précarité des emplois, renforcée par l'essor de la gig economy (l'économie des petits boulots), explique pourquoi le coronavirus a fait exploser le chômage ces trois dernières semaines. De nombreux particuliers seront incapables de payer leur loyer ou d'honorer leur emprunt immobilier, ce qui va conduire à une vague d'expulsions. Comme après 2008, des familles vont se retrouver à la rue, avec un risque supplémentaire d'attraper le Covid-19 et de le propager... Par ailleurs, Patrick Artus, de Natixis, rappelle : « Aux Etats-Unis, en perdant leur travail, les chômeurs perdent aussi leur couverture sociale. Il y a aura donc 100 millions d'Américains sans assurance sociale. » Plus la panne de l'activité mondiale se prolonge, plus la défiance s'accroît : vis-à-vis des Etats, des débiteurs, des banques et de tous les autres acteurs. Et en économie, la défiance est le virus le plus nuisible de tous. A côté de lui, le Covid-19 est un enfant de chœur. Si elle s'installe, elle transformera cette crise en profonde dépression. Le monde de la finance, comme on l'a vu avec la spectaculaire chute du Dow Jones, est déjà contaminé. Suite redoutée : plus personne ne se fait crédit, les banques cessent de se prêter mutuellement de l'argent, et certaines d'entre elles s'effondrent. Les gouvernements tentent alors de se substituer au secteur privé défaillant, et épuisent toutes leurs munitions budgétaires et monétaires. Et tout s'effondre. Les pays s'affrontent, l'Union européenne se disloque, les partis populistes prennent le pouvoir partout dans le monde. La suspension des libertés (de circuler,

de manifester, de voter...), acceptée par les opinions au nom de la lutte contre l'épidémie, devient permanente. Et en France, Marine Le Pen gagne l'élection de 2022. C'est le scénario d'une « pandémie financière se greffant sur une pandémie médicale » pour reprendre les mots de l'économiste australien Steve Keen (qui comme Roubini est un des très rares à avoir prédit 2008). Si les gouvernements n'optent pas pour un changement radical de doctrine économique, il sera impossible de l'éviter, juge-t-il. A l'écouter, le talon d'Achille de l'économie mondiale, c'est la dette privée américaine : 150 % du PIB. Endettées, de nombreuses entreprises vont mettre la clé sous la porte. Patrick Artus détaille le mécanisme : « Les grandes entreprises américaines sont financées par les marchés financiers, via les obligations qu'elles émettent. En Europe, l'Etat peut pousser les banques à prêter aux entreprises mais les Américains, eux, ne peuvent pas forcer leurs marchés à acheter des obligations ! Il y aura donc beaucoup plus de faillites outre-Atlantique, et beaucoup plus de chômage. Et si les entreprises et les chômeurs cessent de rembourser leurs dettes, une crise bancaire devient possible. Elle entraînerait une nouvelle crise économique majeure. » Si la défiance se propage tout au long des relations de crédit, même les sombres pronostics de Roubini apparaîtront, rétrospectivement, comme réjouissants. Le « monde d'après » n'aurait rien à envier aux dystopies des auteurs de science-fiction : on déboucherait sur « un chaos social, l'exacerbation des tendances autoritaires de certains gouvernements, la recrudescence de conflits », résume Robert Malley, ancien conseiller de Bill Clinton et président de l'International Crisis Group. La bonne nouvelle, c'est que s'ils ne tardent pas trop, les gouvernements du G20 ont les moyens d'éviter cet enfer. Il ne leur reste plus qu'à prendre conscience du danger, à s'entendre et à agir.